



**ERRATUM**

Commission paritaire de l'industrie  
alimentaire  
n° 118

**CCT n° 90443/CO/118  
du 07/01/2009**

Correction du texte en français :

- l'article 1er des statuts doit être lu  
comme suit : « *Il est institué, à partir  
du 17/07/1974, un fonds de sécurité  
d'existence, dénommé "Fonds social  
et de garantie de l'industrie  
alimentaire" ».*

**Décision du**

**ERRATUM**

Paritair Comité voor de  
voedingsnijverheid  
nr. 118

**CAO nr. 90443/CO/118  
van 07/01/2009**

Verbetering van de Nederlandse  
tekst :

- artikel 1 van de statuten moet nu  
volgt gelezen worden : « *Er wordt  
met ingang van 17/07/1974 een fonds  
voor bestaanszekerheid opgericht  
onder de benaming "Waarborg- en  
Sociaal Fonds voor de  
voedingsnijverheid" ».*

**Beslissing van**

**29 -03- 2010**

/

## Commission paritaire de l'industrie alimentaire

### Convention collective de travail du 7 janvier 2009 modifiant et coordonnant les statuts du Fonds social et de garantie de l'industrie alimentaire.

#### Art. 1. Champ d'application

Neerlegging-Dépôt: 21/01/2009  
Regist.-Enregistr.: 27/01/2009  
N°: 90443/CO/118

La présente convention collective de travail s'applique :

1. aux employeurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, à l'exception des boulangeries, des pâtisseries qui fabriquent des produits "frais" de consommation immédiate à très court délai de conservation et des salons de consommation annexés à une pâtisserie;
2. aux ouvriers occupés dans les entreprises visées au 1 du présent article.

Par "ouvriers" sont visés les ouvriers masculins et féminins.


**Art. 2.** Les statuts du Fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds social et de garantie de l'industrie alimentaire", institué par la convention collective de travail du 30 octobre 1975, rendue obligatoire par arrêté royal du 12 mars 1976 (Moniteur belge du 15 avril 1976), modifiés et coordonnés par la convention collective de travail du 8 octobre 2003, rendue obligatoire par arrêté royal du 5 juillet 2004 (Moniteur belge du 26 août 2004), telle que modifiée par les conventions collectives de travail rendues obligatoires ultérieurement, sont modifiés et coordonnés tels qu'ils figurent à l'annexe de la présente convention collective de travail.

**Art. 3.** La présente convention collective de travail avec les statuts du "Fonds social et de garantie de l'industrie alimentaire" en annexe entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Elle remplace la convention collective de travail du 8 octobre 2003 conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire modifiant et coordonnant les statuts du Fonds social et de garantie de l'industrie alimentaire, rendue obligatoire par arrêté royal du 5 juillet 2004 (Moniteur belge du 26 août 2004).

Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par une des parties, moyennant préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la commission paritaire de l'industrie alimentaire et aux organisations qui y sont représentées.

#### ANNEXE : STATUTS


##### Chapitre I - Dénomination, siège social, but, durée

 **Art. 1.** Il est institué, à partir du ~~3 avril 1964~~ <sup>17/07/1974</sup>, un fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds social et de garantie de l'industrie alimentaire".

**Art. 2.** Le siège social du Fonds est établi à 1000 Bruxelles, Grand Place, 10.

**Art. 3.** Le Fonds a pour objet :

1. la perception des cotisations nécessaires à son fonctionnement

- 
2. la détermination de la nature, de l'étendue et des conditions d'octroi de la participation aux frais de formation professionnelle, syndicale et économique des ouvriers et d'octroi d'avantages sociaux complémentaires aux ouvriers de l'industrie alimentaire
  3. l'assurance du paiement de ces participations aux frais et avantages sociaux, éventuellement par l'intervention des organisations présentés à la Commission paritaire de l'industrie alimentaire
  4. le financement et l'organisation, éventuellement avec l'aide de (ou par délégation à) une ou plusieurs organisations représentatives présentés à la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, de la formation professionnelle des travailleurs et des jeunes
  5. l'organisation et/ou le financement d'initiatives, de promotion de la sécurité et de la santé des travailleurs dans l'industrie alimentaire, menées avec l'aide de et/ou par des organisations représentatives présentes à la Commission paritaire de l'industrie alimentaire
  6. de faciliter et de garantir le paiement de l'indemnité complémentaire à l'allocation de chômage à certains travailleurs âgés licenciés, en vertu de l'art. 12 de la convention collective de travail n° 17 conclue le 19.12.1974 au sein du C.N.T., instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, rendue obligatoire par A.R. du 16.1.1975
  7. le remboursement aux organisations représentatives présentes à la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, des charges se rapportant à l'amélioration des relations industrielles, à la formation et à l'information professionnelle, syndicale, économique et sociale ainsi qu'à la promotion de l'emploi, dans les différents secteurs de l'industrie alimentaire, à condition que les organisations concernées démontrent qu'elles ont supporté de telles charges
  8. le remboursement des charges administratives se rapportant au paiement des participations aux frais et des avantages sociaux visés au point 3, aux associations représentatives qui prêtent leur concours à ce paiement
  9. l'assurance du paiement aux ouvriers et ouvrières visés à l'art. 5, 2, membres d'une des organisations représentatives interprofessionnelles de travailleurs fédérées sur le plan national, d'une allocation sociale complémentaire ainsi qu'une indemnité forfaitaire exceptionnelle pour autant qu'ils n'en aient pas été exclus par suite du non-respect de la paix sociale.
  10. L'exécution de l'engagement de solidarité du régime de pension complémentaire sectoriel social pour les ouvriers de l'industrie alimentaire, conformément aux dispositions légales et réglementaires, ainsi que conformément aux Conventions collectives de travail conclues à cet effet au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire. A cette fin, le Fonds peut faire appel à des tiers, qu'elle mandate à cet effet.
  11. le financement de projets de développement dans le tiers monde

**Art. 4.** Le Fonds est institué pour une durée indéterminée. Le Fonds peut être dissous si une des organisations représentées à la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, dénonce par lettre recommandée à la poste adressée au président du fonds social.

**Art. 5.** Les présents statuts s'appliquent :

1. aux employeurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, à l'exception des boulangeries, les pâtisseries qui fabriquent des produits "frais" de consommation immédiate à très court délai de conservation et des salons de consommation annexés à une pâtisserie;
2. aux ouvriers occupés dans les entreprises visées au 1 du présent article.

Par "ouvriers" sont visés les ouvriers masculins et féminins.

## **Chapitre II - Administration**

**Art. 6.** Le fonds est géré par un conseil d'administration composé paritairement de délégués des employeurs et des travailleurs.

Le conseil compte dix membres effectifs, à savoir cinq délégués des employeurs et cinq délégués des travailleurs qui représentent les trois organisations des travailleurs et au plus dix membres suppléants, à savoir au plus cinq délégués des employeurs et au plus cinq délégués des travailleurs qui représentent les trois organisations des travailleurs.

Les membres du conseil d'administration sont désignés par le Commission paritaire de l'industrie alimentaire. Leur mandat dure trois ans.

**Art. 7.** Tous les trois ans, le conseil d'administration désigne en son sein, un président et un vice-président. Ceux-ci sont rééligibles.

**Art. 8.** Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président. Le Président est tenu de convoquer le conseil au moins une fois par an et chaque fois qu'au moins deux membres du conseil en font la demande.

Les convocations doivent comporter l'ordre du jour. Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire, désigné par le conseil d'administration.

Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Les décisions sont prises à l'unanimité. Pour que le vote soit valable, il faut que six membres au moins y participent dont trois membres représentant l'organisation patronale et un délégué pour chacune des trois organisations de travailleurs représentées. Seuls les points figurant à l'ordre du jour peuvent être votés.

**Art. 9.** Le conseil d'administration a pour mission de gérer le fonds et de prendre toutes les mesures qui s'avèrent nécessaires à son bon fonctionnement.

Il possède les pouvoirs les plus étendus pour la gestion et la direction du fonds.

Le conseil d'administration est représenté dans toutes les actions et est en justice par le président ou l'administrateur délégué à cet effet.

Les administrateurs ne sont responsables que pour l'exécution de leur mandat et il ne leur incombe aucune obligation personnelle par suite de leur gestion, à l'égard des engagements du fonds.

**Art. 10.** Le conseil d'administration peut déléguer la totalité ou une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers.

### **Chapitre III - Financement**

**Art. 11.** Le fonds dispose des cotisations versées par les employeurs visés à l'art. 5, 1.

**Art. 12. § 1.** Ces cotisations sont fixées exclusivement par convention collective de travail conclues au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire qui sont rendues obligatoires.

**§ 2.** Les cotisations sont perçues et recouvrées par l'Office National de Sécurité Sociale. Les règles imposées à cet organisme pour la perception et le recouvrement des cotisations ainsi que pour le calcul des majorations et de l'intérêt sont applicables.

### **Chapitre IV - Budgets, comptes**

**Art. 13.** L'exercice prend cours le 1<sup>er</sup> janvier et s'achève le 31 décembre.

**Art. 14.** Les comptes de l'année écoulée sont clôturés au 31 décembre. La clôture et le bilan doivent être suffisamment détaillés au point de vue comptable.

Le conseil d'administration, ainsi que le réviseur ou l'expert-comptable désigné en vertu de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence par la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, présentent annuellement un rapport écrit sur l'exécution de leur mission au cours de l'année écoulée.

Le bilan, ainsi que les rapports écrits susmentionnés, doivent être soumis au cours du mois d'avril au plus tard, à l'approbation de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire.

### **Chapitre V - Bénéficiaires et allocations**

**Art. 15. 1.** A l'occasion de la prise de sa décision à propos des frais de gestion conformément à l'article 5 de la loi du 7 janvier 1958, le conseil d'administration décide également du remboursement des frais de gestion qui sera payé aux organisations représentatives qui prêtent leur concours au paiement des participations aux frais et des avantages sociaux visés à l'art. 3.

**2.** Une fois par an, le conseil d'administration détermine le crédit global auquel a droit pour l'organisation des initiatives visées à l'art. 3, 3, 4 et 8, chaque organisation représentative représentée à la Commission paritaire de l'industrie alimentaire. Le crédit est divisé en deux parties égales entre les organisations des employeurs et les organisations des travailleurs. Chaque moitié est répartie entre respectivement les organisations des travailleurs et les organisations des employeurs en fonction de la représentativité de chaque organisation par rapport au nombre total des travailleurs représentés par les organisations qui tombent sous le champ d'application de la présente convention collective de travail.

Dans les limites du crédit déterminé de la sorte, les remboursements ne seront effectués qu'aux conditions suivantes :

- l'initiative pour laquelle le remboursement est demandé doit avoir été

communiquée préalablement au conseil d'administration;

- le conseil d'administration a été invité, s'il le souhaitait, à envoyer un délégué sur place afin d'assister à l'initiative et de la contrôler;
- une pièce justificative des coûts supportés, le cas échéant accompagnée des factures et des états de frais relevants, doit être présentée.

Le conseil d'administration décide du remboursement, à l'occasion de la communication préalable de l'initiative, il peut, sur demande, octroyer une avance remboursable.

Le conseil d'administration tient à la disposition du réviseur les états de créance et les pièces justificatives.

A la fin de l'année comptable, le conseil d'administration décide de l'affectation des crédits éventuellement inutilisés.

Le solde de ces crédits peut :

- être reporté sur l'année comptable suivante;
- être réparti entre les organisations représentatives proportionnellement au nombre de travailleurs affiliés ou employés dans le secteur;
- être incorporé dans les réserves du fonds.

## **Chapitre VI - Dissolution, liquidation**

**Art. 16.** Le fonds peut uniquement être dissous dans les circonstances prévues à l'art. 4 ou en vertu d'une décision unanime de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire.

La Commission paritaire de l'industrie alimentaire désigne les liquidateurs, définit leurs pouvoirs et appointements et précise la destination des avoirs.

-----

## Paritair comité voedingsnijverheid

### Collectieve arbeidsovereenkomst van 7 januari 2009 tot wijziging en coördinatie van de statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds van de voedingsnijverheid

#### Art. 1. Toepassingsgebied

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing :

1. op de werkgevers van de ondernemingen die onder het paritair comité voor de voedingsnijverheid ressorteren, met uitzondering van de bakkerijen, de banketbakkerijen die "verse" producten vervaardigen voor onmiddellijke consumptie met zeer beperkte houdbaarheid en de verbruikszalen bij een banketbakkerij;
2. op de arbeiders tewerkgesteld in de ondernemingen bedoeld onder 1 van dit artikel.

Met "arbeiders" worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders bedoeld.

**Art. 2.** De statuten van het fonds voor bestaanszekerheid "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de voedingsnijverheid" genaamd, opgericht bij collectieve arbeidsovereenkomst van 30 oktober 1975, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 12 maart 1976 (Belgisch Staatsblad van 15 april 1976), gewijzigd en gecoördineerd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2003, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 5 juli 2004 (Belgisch Staatsblad van 26 augustus 2004) zoals gewijzigd bij latere algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomsten, worden gewijzigd en gecoördineerd zoals opgenomen in bijlage aan deze collectieve arbeidsovereenkomst.

**Art. 3.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst met de statuten van het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de voedingsnijverheid" in bijlage treedt in werking op 1 januari 2009. Zij vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2003, gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid tot wijziging en coördinatie van de statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds van de voedingsnijverheid, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 5 juli 2004 (Belgisch Staatsblad van 26 augustus 2004)

Zij wordt gesloten voor een onbepaalde tijd en kan opgezegd worden door één der partijen mits een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid en aan de organisaties die erin vertegenwoordigd zijn.

#### BIJLAGE : STATUTEN


##### Hoofdstuk I - Benaming, maatschappelijke zetel, doel, bestaansduur

*17/07/1974*  
**Art. 1.** Er wordt met ingang van ~~3 april 1964~~ een fonds voor bestaanszekerheid opgericht onder de benaming "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de voedingsnijverheid".

**Art. 2.** De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd te 1000 Brussel, Grote Markt, 10.

**Art. 3.** Het Fonds heeft tot doel :

1. het innen van de bijdragen, nodig voor zijn werking

- 
2. het vaststellen van de aard, de omvang en de toekenningsvoorwaarden van de tegemoetkoming in de kosten voor de beroeps-, vakbonds- en economische vorming van de arbeiders en het toekennen van aanvullende sociale voordelen aan de arbeiders van de voedingsnijverheid
  3. de betaling van deze tegemoetkomingen en sociale voordelen te verzekeren, eventueel door bemiddeling van de representatieve organisaties vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid
  4. het financieren en organiseren, eventueel met behulp van (of delegatie aan) één of meer van de representatieve organisaties vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, van de vakopleiding van de werknemers en de jongeren
  5. het organiseren van en/of het financieren van initiatieven, ingericht met behulp van en/of door de representatieve organisaties vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, ter bevordering van de veiligheid en gezondheid van de werknemers in de voedingsindustrie
  6. het vergemakkelijken en waarborgen van de betaling van de bijkomende vergoeding bij de werkloosheidsuitkeringen aan sommige oudere ontslagen werklieden, in toepassing van art. 12 van de C.A.O. nr. 17 gesloten op 19.12.1974, in de N.A.R., tot invoering van een regeling voor aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers, indien zij worden ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij K.B. van 16.1.1975
  7. de lasten met betrekking tot de verbetering van de industriële relaties, de beroeps-, vakbonds-, economische en sociale vorming en informatie evenals de promotie van de werkgelegenheid in de verschillende sectoren van de voedingsnijverheid terug te betalen aan de representatieve organisaties vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid die aantonen dat zij dergelijke kosten hebben gemaakt
  8. de administratieve lasten met betrekking tot de uitbetaling van tegemoetkomingen en sociale voordelen bedoeld in punt 3 te vergoeden aan de representatieve organisaties die hun medewerking verlenen bij de uitbetaling ervan
  9. de betaling verzekeren aan de bij art. 5, 2., bedoelde arbeiders en arbeidsters van één van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties welke op nationaal niveau verbonden zijn, van een aanvullend sociaal voordeel evenals een uitzonderlijke forfaitaire vergoeding, voor zover zij ervan niet werden uitgesloten wegens de niet naleving van de sociale vrede.
  10. de uitvoering van de solidariteitstoezegging van het sectoraal sociaal aanvullend pensioenstelsel voor de arbeiders in de voedingsnijverheid conform de wettelijke en reglementaire bepalingen, alsook conform de collectieve arbeidsovereenkomsten dienaangaande gesloten binnen het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid. Hiertoe kan het Fonds al dan niet beroep doen op derden die zij daartoe machtigt.
  11. de financiering van ontwikkelingsprojecten in de derde wereld

**Art. 4.** Het Fonds is opgericht voor onbepaalde duur. Het kan worden ontbonden indien één van de organisaties, die vertegenwoordigd zijn in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, opzegging betekent bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het sociaal fonds.



**Art. 5.** Deze statuten zijn van toepassing :

1. op de werkgevers van de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid ressorteren, met uitzondering van de bakkerijen, de banketbakkerijen die "verse" producten vervaardigen voor onmiddellijke consumptie met zeer beperkte houdbaarheid en de verbruikszalen bij een banketbakkerij.
2. op de arbeiders tewerkgesteld in de ondernemingen bedoeld onder 1 van dit artikel.

Met "arbeiders" worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders bedoeld.

## **Hoofdstuk II - Administratie**

**Art. 6.** Het fonds wordt beheerd door een Raad van beheer die paritair samengesteld is uit afgevaardigden van de werkgevers en werknemers.

De raad bestaat uit tien effectieve leden, te weten vijf afgevaardigden van de werkgevers en vijf afgevaardigden van de werknemers die de drie werknemersorganisaties vertegenwoordigen en hoogstens tien plaatsvervangers, te weten hoogstens vijf afgevaardigden van de werkgevers en hoogstens vijf afgevaardigden van de werknemers die de drie werknemersorganisaties vertegenwoordigen.

De leden van de raad van beheer worden aangewezen door het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid. Hun mandaat duurt drie jaar.

**Art. 7.** Om de drie jaar, duidt de raad van beheer in zijn midden, een voorzitter en ondervoorzitter aan. Deze zijn herkiesbaar.

**Art. 8.** De raad van beheer vergadert op bijeenroeping van de voorzitter. De voorzitter is gehouden de raad bijeen te roepen minstens éénmaal per jaar en telkens wanneer ten minste twee leden van de raad erom verzoeken.

In de oproeping moet de dagorde vermeld staan. De verslagen worden opgemaakt door de secretaris, aangewezen door de raad van beheer.

Uittreksels uit deze verslagen worden ondertekend door de voorzitter of door twee beheerders.

De beslissingen worden eenparig genomen. De stemming is geldig indien eraan deelgenomen wordt door tenminste zes leden, waarvan drie leden er werkgeversorganisaties en een afgevaardigde voor ieder van de drie vertegenwoordigde werknemersorganisaties. Er kan slechts worden gestemd over de punten die op de dagorde voorkomen.

**Art. 9.** De raad van beheer heeft tot opdracht het Fonds te beheren en alle maatregelen te treffen die nodig blijken voor zijn goede werking.

Zij bezit de meest uitgebreide machten voor het beheren en het besturen van het Fonds.

De raad van beheer treedt in al zijn handelingen op en handelt in recht bij monde van de voorzitter of van de beheerder daartoe afgevaardigd.

De beheerders zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaat en zij gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan ingevolge hun beheer ten opzichte van de verbintenissen van het Fonds.

**Art. 10.** De raad van beheer kan zijn machten geheel of ten dele overdragen aan één of meerdere van zijn leden of zelfs aan derden.

### **Hoofdstuk III - Financiering**

**Art. 11.** Het Fonds beschikt over de, door art. 5, 1. bedoelde werkgevers, gestorte bijdragen.

**Art. 12. § 1.** Deze bijdragen worden uitsluitend vastgelegd bij C.A.O. gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsindustrie die algemeen verbindend worden verklaard.

**§ 2.** De bijdragen worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor sociale zekerheid. De bepalingen aan dit lichaam opgelegd voor de inning en de invordering van de bijdragen zijn van toepassing, alsook deze die zijn opgelegd voor de berekening van de bijslag of van de rente.

### **Hoofdstuk IV - Begrotingen, rekeningen**

**Art. 13.** Het dienstjaar neemt een aanvang op 1 januari en sluit op 31 december.

**Art. 14.** Op 31 december worden de rekeningen van het verlopen jaar afgesloten. De afsluiting en de balans moeten op rekenplichtig gebied voldoende omschreven zijn.

De raad van beheer, alsmede de bij toepassing van art. 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid door het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid aangewezen revisor of accountant, brengen jaarlijks ieder een schriftelijk verslag uit over het vervullen van hun opdracht tijdens het verlopen jaar.

De balans, samen met hoger genoemde schriftelijke verslagen, moeten uiterlijk tijdens de maand april ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid worden voorgelegd.

### **Hoofdstuk V - Rechthebbenden en bijslagen**

**Art. 15. 1.** Ter gelegenheid van het treffen van zijn beslissing over de beheerskosten overeenkomstig art. 5 van de wet van 7 januari 1958, treft de raad van beheer eveneens een beslissing over de vergoeding van de beheerskosten die zal worden betaald aan de representatieve organisaties die hun medewerking verlenen bij de uitkering van tegemoetkomingen en sociale voordelen zoals bedoeld bij art. 3.

2. Eenmaal per jaar stelt de raad van beheer het globaal krediet vast waarop elk der representatieve organisaties vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid aanspraak kan maken met het oog op de organisatie van initiatieven bedoeld in art. 3, 3, 4 en 8. Het krediet wordt in twee gelijke delen verdeeld onder werkgeversorganisaties en werknemersorganisaties. Elke helft wordt verdeeld onder werkgeversorganisaties respectievelijk werknemersorganisaties in functie van de representativiteit van elke organi-

satie ten opzichte van het totaal van de door de organisaties vertegenwoordigde werknemers die het onder het toepassingsgebied van deze collectieve arbeidsovereenkomst vallen.

Terugbetalingen worden, binnen de perken van het aldus vastgestelde krediet, slechts verricht op voorwaarde dat :

- van het initiatief waarvoor terugbetaling wordt gevraagd, vooraf kennis was gegeven aan de raad van beheer;
- de raad van beheer werd uitgenodigd om, indien gewenst, een afgevaardigde ter plaatse te zenden teneinde het initiatief bij te wonen of te controleren;
- een behoorlijk stuk ter rechtvaardiging van de opgelopen kosten, desgevallend vergezeld van de relevante facturen en de kostenstaten worden overgelegd.

De raad van beheer beslist over terugbetaling, desgevraagd kan hij de voorafgaande kennisgeving van het initiatief een terugvorderbaar voorschot toekennen.

De vorderingsstaten en de rechtvaardigende stukken worden door de raad van beheer ter beschikking gehouden van de revisor.

Op het einde van het boekjaar beslist de raad van beheer over de bestemming van eventueel niet opgebruikte kredieten.

Het saldo van deze kredieten kan :

- worden overgedragen naar het volgend boekjaar;
- worden herverdeeld over de representatieve organisaties in evenredigheid tot het aantal aangesloten of in de sector tewerkgestelde werknemers;
- opgenomen worden in de reserves van het Fonds.

#### **Hoofdstuk IV - Ontbinding, vereffening**

**Art. 16.** Het Fonds kan enkel ontbonden worden in de omstandigheden bepaald bij art. 4, of krachtens een eenparige beslissing van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid.

Het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid wijst de vereffenaars aan, bepaalt hun machten en bezoldigingen en duidt de bestemming van het vermogen aan.